

Réponse à l'échange avec les camarades signataires du projet de texte alternatif « L'ambition communiste... » - Yoann Ginguené – 94

Camarade, pour qu'il y ait véritablement échange, il faudrait que les contributeurs soient sur un même plan argumentaire. Si ce texte alternatif est « *né d'une inquiétude* », il ne s'agit pas d'incompréhensions, mais de désaccords. Dire qu'il est « *donc de la responsabilité des membres de la direction nationale, qui (...) ont voté pour le texte du Conseil national, d'y répondre* », cela présuppose qu'il n'y a pas échange d'idées et d'arguments, mais explication de texte de la part d'une « instance supérieure ». Alors, autant appeler ça une explication sur la démarche proposée et les divergences avec le texte alternatif.

Pour être clair : je ne suis pas juste inquiet, je ne suis pas d'accord, ce n'est pas tout à fait pareil !

Sur le fond, je ne crois pas que les objectifs soient tous partagés. Le dépassement du capitalisme, certes, même si j'ai parfois quelques interrogations sur la formulation de cet horizon et les propositions pour y parvenir, pas toujours très claires. Mais cela peut s'amender.

En revanche, sur la poursuite de la stratégie de rassemblement initiée avec le Front de Gauche, là je crois que les objectifs divergent. D'ailleurs, la 3^e partie sur l'organisation du parti le confirme. Comment viser un rassemblement large, incluant en les débordant les partis politiques existants, sans repenser fondamentalement ce qu'est le parti, sa structuration, ses visées ? Or, à lire la base commune, je n'y vois qu'un énième énoncé de grandes idées dont on ne pose même pas les limites et difficultés actuelles. Pourquoi peine-t-on à se réimplanter dans les territoires ? Dans les entreprises ? Pourquoi perd-on des élus, des villes, des circonscriptions ? Quel rôle exactement pour les cellules ? Quels processus décisionnels ? Quelle utilité du parti ? Doit-on viser les solidarités concrètes, et auquel cas quels liens avec les associations, organisations existantes sur ce champ ? Quel avenir pour nos élus ? Doit-on viser une présence à n'importe quel prix, dans n'importe quelle strate institutionnelle existante ? Est-on véritablement utile dans tous les cas, le serait-on autrement ? Sur tous ces points, même si le texte alternatif proposé ne répond pas à tout, loin de là, au moins pose-t-il un certain nombre de questions, ouvrant des débats, des perspectives.

D'ailleurs, dans ta réponse, on retrouve les mêmes défauts que dans la base commune : des grandes phrases et grandes idées, avec lesquelles on serait comme nécessairement d'accord, mais qui restent pour un bout des coquilles vides. Si l'on suit l'argumentaire, la poursuite de la stratégie de rassemblement du Front de Gauche nécessiterait de « *construire des majorités d'idées et d'action* ». Oui très bien. Comment ? Par une « *offensive politique de grande ampleur visant un élargissement du Front de Gauche pour dépasser de loin son socle actuel* ». Bon, très bien : mais cela veut dire la même chose ! Donc, retour à la case départ : comment fait-on ? Et bien, voilà, rien d'autres...

A moins que, en lisant entre les lignes - c'est bien d'ailleurs le problème de ce texte de congrès : il faut savoir lire entre les lignes, car rien n'est vraiment écrit -, on peut y déceler qu'en 2012, le score du Front de Gauche s'est arrêté à 11% quand notre objectif principal est devenu « *passer devant le PS* ».

Quel est donc le sens de cet argument ? D'abord, comment peut-on affirmer l'existence d'un tel objectif ? Et à quel moment l'est-il devenu ? Silence. Ensuite, et c'est là le nœud : si nous voulons GAGNER, comme c'est affirmé en majuscule dans ta réponse, cela voudrait donc dire qu'il ne faudrait pas vouloir passer devant le PS ? (La preuve, nous avons stagné à 11%...) Mais quel est donc ce « nous » ?

En clair, le postulat jamais clairement posé, mais qui pourtant saute aux yeux, c'est que cette majorité permettant de gagner les présidentielles (faire la révolution citoyenne, par les urnes) ne pourra pas se faire sans le PS, qui plus est sans le PS devant !

Bon, et bien si telle est la position du Conseil national, pourquoi ne pas l'écrire noir sur blanc et enfin pouvoir débattre, sereinement, sur cette base ?!

A cela, il faut ajouter une lecture divergente des difficultés du Front de Gauche.

Ce ne serait donc pas dû à l'abandon du principe d'adhésion directe (qui est un moyen et non une fin), mais à une posture uniquement contestataire du pouvoir. Ah bon ? Mais le programme l'humain d'abord, ne faisait-il pas état de propositions claires, précises, ordonnées ? Alors quoi ne serait-ce pas suffisant ?

Non, car si l'on suit l'argumentaire, « *sans ambition de changement lisible, crédible, en écho avec les aspirations populaires, il n'y aura aucun attrait pour notre rassemblement* ». Et pour remobiliser ces classes populaires, ces abstentionnistes, il faudrait un « *nouveau récit politique émancipateur* ». Mais n'est-ce pas ça l'ambition du texte l'Humain d'abord ?! Visiblement pas.

Finalement, l'échec des assemblées citoyennes serait dû à l'incapacité de donner « *le sentiment que leur parole est réellement prise en compte* ». Mais, a-t-on sollicité ces assemblées pour déterminer l'appel à voter Hollande au 2nd tour ? Non. A-t-on remobilisé ces assemblées pour les législatives ? Non. Et pour les départementales ? Non.

Mais là n'est pas le problème, car « *pour renouer avec l'investissement politique, nos concitoyens doivent avoir le sentiment que leur parole est réellement prise en compte. Alors faisons-le vraiment !* ». Mais n'est-ce pas ce qui s'est construit avec le programme l'Humain d'abord, appuyé sur des assemblées citoyennes, certes tentatives imparfaites ou inabouties, mais tout de même ? Non, il faudrait donc recommencer de grandes consultations populaires qui « *implique un PCF offensif sur les contenus qu'il met en débat pour remporter des victoires idéologiques et politiques* ». Mais c'est exactement ce qui s'est mis en place en 2012 et ce qu'il fallait approfondir, enrichir, développer !

La encore, tout l'argumentaire tourne à vide et ne pose pas véritablement la question : pourquoi tout cela n'a pas été suffisant pour que l'on soit crédible ?

Je passe sur les questions de responsabilité : j'ai pour ma part un autre avis, sans dédouaner les autres composantes partisans, je crois que le blocage vient surtout du PCF et de la peur d'une perte de souveraineté. Mais en quoi l'adhésion directe au Front de Gauche et son développement serait la disparition du PCF ?! A nouveau, aucun véritable débat sur ces questions. Personnellement, je ne me vis pas comme un « liquidateur », puisque tel est le terme qu'on nous assigne ...

Aussi je crois que c'est précisément cette idée et cette stratégie qui « *retarde[nt] le moment de véritables ruptures antilibérales et de progrès démocratiques majeurs* », et non celle pour laquelle j'ai signé.

J'ai en effet le sentiment que la réflexion amenant à cette proposition part de l'état des rapports de forces existants, d'un PS encore identifié « à gauche », d'un état des alliances et des majorités ici et là. Et que cela n'est pas posé en dynamique avec les processus qui seraient inévitablement créés par un changement d'orientation stratégique du PCF.

Ils se déclinent à plusieurs niveaux :

- sur les abstentionnistes dont, sans se raconter la « vie en rouge », une partie pourrait être remobilisés sur des intentions politiques clarifiées d'un mouvement véritablement populaire ;
- sur l'état du PS, divisé en son sein, et qui pourrait se recomposer ;
- sur l' « électorat » de gauche, cette entité relativement vague pour être toujours sondée, mais jamais véritablement identifiée.

Bref, tel est le vrai pari, le vrai « *risque politique* », celui d'une réponse nouvelle au délitement des repères politiques actuels tout récemment aggravé par Macron et son mouvement En marche « ni de droite ni de gauche »... Que ce pari suscite des inquiétudes, ça je veux bien l'entendre : là sont les vraies inquiétudes, les inquiétudes de l'histoire qui s'élabore en avançant sur un sol instable.

Il n'est absolument pas risqué d'aller parler avec des dirigeants socialistes, nous le faisons depuis toujours ! J'allais ajouter « avec les résultats que nous connaissons », mais ce serait simpliste. Ce n'est pas un risque, c'est un suicide... Lent, avec des soubresauts, mais un suicide quand même.

Car tant qu'on ne reposera pas le sens même de ce que c'est que la gauche et qu'on continuera d'entretenir l'illusion que le PS (sa direction, l'écrasante majorité de ses cadres) sont de gauche, alors nous serons ces équilibristes qui, jambes grandes écartées entre deux précipices, tenteront en vain de ramener les plus radicaux vers le compromis tout en forçant le PS à de petites embardées progressistes sur leur route libérale.

Enfin, vous oubliez qu'en 2012, lorsque nous avons appelé à voter Hollande, nous pensions pour beaucoup, sincèrement (j'en faisais parti), que ce serait moins pire que Sarkozy. Après tout, son programme, sans être révolutionnaire, semblait un peu plus juste et solidaire, ses discours contre la finance sonnaient pas si faux. Et pour quel résultat, franchement ?!

Alors, la conclusion parle d'elle-même : être audacieux, ce serait « *subvertir des propositions politiques qui n'émanent pas de nous pour devenir majoritaire* ». J'ai bien envie de répondre : et la France est sauvée !